



Fédération syndicale unitaire

SNASUB - SNICS - SNUASFP - UNATOS - SNCS

**Renouvellement du Conseil national de
l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(CNESER)**

Scrutin du 22 mars 2011

Collège des personnels BIATOSS

Pour défendre le service public, les emplois et le budget

Votez pour la FSU

- ▼ Déstructuration de l'université et de la recherche
- ▼ Concurrence pour les financements
- ▼ Blocage de la masse salariale dans le budget de l'État
- ▼ Développement de la précarité
- ▼ Casse des statuts
- ▼ Travail pressurisé
- ▼ Management à la façon du privé
- ▼ Échec du plan « carrières » pour les personnels
- ▼ Échec du plan « réussite en licence » pour les étudiants
- ▼ Dévastation de la formation des enseignants
- ▼ Atomisation de la recherche publique
- ▼ Démocratie confisquée dans les établissements



**Une autre politique est possible pour
l'enseignement supérieur et la recherche**



- ▶ Porter l'effort de financement à hauteur des standards internationaux, en lui consacrant 3 % du PIB, en augmentant de 50 % le budget de l'enseignement supérieur et en doublant celui de la documentation et de l'information scientifique et technique.
- ▶ Former plus et mieux, avec des moyens et des mesures adaptées.
- ▶ Développer les emplois statutaires de la Fonction publique d'Etat, permettant de répondre aux besoins en enseignement, en recherche et en personnels BIATOSS.
- ▶ Démocratiser les structures universitaires et de recherche, plutôt que de les technocratiser.
- ▶ Respecter les statuts et les missions des personnels, reconnaissant leur engagement pour le service public.
- ▶ Mettre fin à la précarité avec un plan de titularisation des non titulaires sur des postes statutaires.



Le service public,
on l'aime, on le défend

Personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, de service, de bibliothèque, infirmières conseillères de santé, assistantes sociales

Vous êtes concernés par les questions soumises à l'avis du CNESER :

- ▶ répartition des emplois et crédits entre établissements,
- ▶ politique contractuelle entre le ministère et les établissements (contrats quinquennaux, habilitation des diplômés...),
- ▶ lois et textes réglementaires pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Avec la FSU, défendez les emplois publics !

La FSU se bat avec les personnels et dans les instances universitaires, ministérielles, etc., pour la création des emplois statutaires d'État pour répondre aux réels besoins permanents des établissements et demande un plan de titularisation. Nous n'acceptons pas la recrudescence d'emplois précaires de diverses formes. Pour autant, la FSU défend aussi les droits des contractuels en place. Le système des CDD entrecoupés de période de chômage accroît la précarité, réduisant les droits des personnels qui sont soumis à ce régime. Quant aux premières annonces faites par le secrétaire d'État à la fonction publique, réservant la titularisation aux seuls personnels en CDI, elles sont inacceptables. D'autant plus que cela s'accompagnerait d'un nouveau type de contrat précaire, les «contrats à terme incertain» !

Avec la FSU, pour l'égalité et la qualité en matière d'enseignement, quels que soient la discipline et le lieu géographique.

Le soi-disant «plan réussite en licence» et le LMD ont tout centré sur la professionnalisation et cassé le cadre national. La FSU se bat pour que la licence s'appuie sur :

- un cadrage national en termes de volumes horaires (ce qui suppose les moyens humains et financiers correspondants),
- des contenus coordonnés et concertés avec la communauté universitaire, intégrant les spécificités de chaque discipline,
- une structure nationale commune permettant de faire coexister des méthodes pédagogiques diversifiées pour garantir la réussite de tous les étudiants.

Avec la FSU, défendez l'harmonisation des carrières et des salaires vers le haut !

Avec la LRU, l'évaluation et la politique de primes et indemnités, les inégalités entre personnels se sont renforcées : inégalités entre les différents statuts, inégalités entre services, inégalités entre personnes. Le blocage des salaires, la politique de primes individualisées, l'autonomie des universités, sont les moyens mis en place pour bloquer la masse salariale. Car malgré les annonces du ministère sur l'augmentation du budget, faute de moyens suffisants certains établissements sont obligés de ne pas déclarer les emplois vacants pour pouvoir financer les promotions de carrière, voire les salaires, des agents.

La FSU se bat pour l'égalité de traitement entre personnels d'un même corps, entre statuts différents à niveau égal, contre la politique de primes individualisées et pour un salaire revalorisé, intégrant les primes.

Avec la FSU, pour la défense de l'université et de la recherche publique.

La recherche est mise à mal à travers la remise en cause des grands organismes de recherche (CNRS, INSERM,...) et l'idée de confier entièrement la gestion des labos de recherche aux universités.

Les projets dans le cadre du grand emprunt modifient en profondeur les missions et le financement des établissements, de la recherche et des personnels.

Les projets IDEX en particulier s'inscrivent dans une logique de compétition entre quelques grands établissements et groupement d'établissements, avec de nouvelles structures réduisant encore plus la représentativité démocratique des personnels et des usagers, déjà mise à mal par la loi LRU. Ces regroupements, habillés des grands mots d'excellence et de performance, condamnent les établissements ne rentrant pas dans les exigences gouvernementales à devenir des universités «de seconde zone», ne formant plus qu'au niveau de la licence.

Votez et faites voter FSU